

## DÉCLARATION LIMINAIRE AU CTL DU 26 NOVEMBRE 2020

Monsieur le président,

Que ce soit par le président de la République, le 1<sup>er</sup> ministre ou très récemment notre Directeur Général, des remerciements ont été formulés pour les efforts et l'engagement des agents.

Encore une fois, nous constatons que les remerciements ne coûtent pas cher.

L'observatoire interne nous montre la souffrance au travail des agents dans une administration en pleine destruction.

En Meuse, 81 % des agents estiment le rythme de changement trop rapide au sein de leur direction. Ce taux est en constante hausse depuis 2017. La réponse qu'on leur apporte ? Encore plus de changements, à un rythme encore plus rapide. Oui mais qu'ils s'estiment heureux, ils ont des remerciements...

91 % d'entre eux estiment que leur direction n'évolue pas dans le bon sens. Des chiffres alarmants, mais la réponse est encore une fois la même, la poursuite des restructurations. Oui, mais avec des remerciements...

Nous n'allons pas détailler ici tous les chiffres de l'observatoire interne, mais ceux-ci sont extrêmement inquiétants et se dégradent d'année en année.

Le constat est simple et il est effectué par les agents eux même : les effectifs sont insuffisants et cela provoque une forte hausse de la charge de travail, du stress, une dégradation de l'équilibre vie privée / vie professionnelle, une diminution de la qualité du service rendu, une baisse de la motivation. Les réformes sont menées trop rapidement et sans concertation, sans informations.

Les propositions des agents pour améliorer leur situation au travail sont toujours les mêmes : cesser les suppressions d'emplois, arrêter les réformes, diminuer la charge de travail.

Au lieu de ça, vous massifiez, centralisez, fusionnez, supprimez des emplois et recrutez des contractuels pour des missions purement ponctuelles, avouant à demi-mot le manque criant de personnel pour accomplir les missions et, pire que tout, vous vous en félicitez, vous faites passer ça pour une avancée. Cerise sur le gâteau, vous créez des structures là où vous avez supprimé l'ancien réseau, structures qui ressemblent à s'y méprendre à de l'externalisation pure et simple ...

Dans cet observatoire interne, on constate également un décalage énorme entre notre administration et le reste de la fonction publique d'état, concernant l'optimisme des agents sur leur avenir ou le sens de l'évolution de leur administration, notamment.

En 2019, notre administration a en effet absorbé 64 % des emplois supprimés dans la fonction publique d'État alors qu'elle ne représente que 4,3 % de ses effectifs. Elle est en pleine désintégration.

Et vous parlez d'améliorations, alors que la DGFIP devrait perdre 4 900 emplois d'ici 2022, a minima, dont 2135 postes pour l'année prochaine. Cela s'ajoute bien sûr aux plus de 40 000 emplois déjà supprimés depuis 2002.

Pour tout cela, monsieur le directeur, les agents ne vous remercient pas.